

Distr.
GENERALE

A/CONF.157/AFRM/13
24 novembre 1992

Original : FRANCAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME
Réunion régionale pour l'Afrique
Tunis, 2-6 novembre 1992

Discours inaugural du Président de la République tunisienne

Honorables invités,

Mesdames, Messieurs,

La Tunisie, qui célèbre dans quelques jours le cinquième anniversaire du changement du 7 novembre, vous souhaite, à tous, la bienvenue et est fière de participer à vos côtés à ce forum de l'ONU sur les droits de l'homme en Afrique. Le déroulement de cette conférence sur le sol de notre pays ne peut qu'ajouter à l'éclat de la fête, d'autant que nous avons fait des droits de l'homme l'un des piliers de la société civile que nous nous employons à bâtir, jour après jour, et que nous avons placé ces droits au premier plan des constantes politique et des valeurs qui fondent notre conception du pouvoir. Encore une fois, soyez tous les bienvenus au pays du changement et des droits de l'homme, vous représentants des Etats africains, des instances de l'ONU, des organisations internationales, africaines et arabes ou des organisations non gouvernementales, et éminents défenseurs des droits de l'homme.

L'édifice démocratique, la métamorphose radicale de la société ne peuvent s'accomplir que par l'enracinement de la culture des droits de l'homme, le renforcement des mécanismes qui en sont les vecteurs, le développement et la diversification des institutions qui en assurent la défense et la protection et la progression vers la réalisation des objectifs augustes et des nobles buts qui sont les leurs, vouées qu'elles sont au service de l'homme dans toutes les dimensions de son humanité. Car l'homme reste tout à la fois le moyen et la finalité de toute véritable action de changement.

On ne peut, à cet égard, que saluer le rôle des Nations Unies et les instruments et mécanismes qu'elles ont mis en place tout au long du demi-siècle écoulé dans l'histoire contemporaine de l'humanité. Ce rôle a consisté à promulguer et à diffuser toute une panoplie de conventions, de pactes et de textes divers, à implanter des institutions de l'ONU aux quatre coins de la planète, afin de consacrer le devoir incombant à la communauté internationale pour ce qui est de la sauvegarde des droits de l'homme et de l'amélioration de leur situation partout dans le monde, et dans le but de parachever le degré de maturité et d'évolution atteint par l'humanité au fil des âges et des civilisations, grâce à l'apport fécond de toutes les nations, un apport qui a enfanté un ensemble de valeurs et de principes universels matérialisant l'aspiration de l'humanité à la liberté, à la dignité et à l'équité.

La Tunisie, qui a été parmi les premiers à ratifier les textes afférents aux droits de l'homme, presse les Etats Membres, sachant son attachement aux acquis de la communauté internationale en la matière, de souscrire toujours plus d'accords et de conventions et de les insérer dans leur législation intérieure.

Je ne manquerai pas, ici, de rendre hommage aux organisations régionales, et en tout premier lieu l'Organisation de l'unité africaine, pour le rôle qu'elles jouent et dont nous sommes fiers. La Tunisie s'enorgueillit de compter parmi les membres fondateurs de l'OUA que nous engageons, elle aussi, à promulguer davantage de conventions et de textes propres à compléter l'action des Nations Unies au niveau régional. Je me dois, à cette occasion, de réitérer l'attachement de mon pays à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que notre soutien et notre adhésion active à l'oeuvre accomplie par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Nous saisissons cette occasion pour saluer l'étape historique, si riche d'expériences, que notre continent africain est en train de traverser au niveau des transitions démocratiques et sociales. Ce sont là des expériences qui méritent assurément d'être soutenues par la communauté internationale, afin d'en conforter les aspects positifs et de leur permettre de surmonter les lacunes et de vaincre les difficultés qu'elles peuvent rencontrer ici et là, surtout que notre continent continue de souffrir de la pauvreté, de la maladie et de la famine et que nos sociétés ne sont pas encore totalement parvenues à extirper les germes de la discorde et du fanatisme religieux et ethnique. Or il s'agit de phénomènes qui risquent de trouver dans les transitions démocratiques autant de brèches leur permettant d'éclore et de prospérer pour constituer, s'ils s'amplifient, le plus grand péril pour le climat démocratique qui, précisément, avait favorisé leur émergence.

Autant nous nous félicitons des efforts des Etats, gouvernements et peuples, ainsi que du rôle prépondérant des organisations internationales et régionales, et des diverses institutions qui en relèvent, et sommes attachés aux mécanismes et aux textes exprimant le consensus international, autant nous rendons hommage aux organisations non gouvernementales, qu'elles soient internationales, africaines ou locales, en tant qu'un des supports fondamentaux de cette noble action humanitaire, pour le travail qu'elles sont en train d'accomplir, dans le sens de la conscientisation, et de l'enracinement des valeurs et de la culture des droits de l'homme, ainsi que

pour leur contribution constructive et leur évaluation positive qui renforcent l'action des gouvernements et des différentes institutions internationales et parachèvent l'effort des multiples composantes de la société civile. C'est là assurément une mission des plus nobles tant elle transcende les divergences politiques et les réseaux d'intérêts inhérents à chaque modèle de société. Cela ne peut que faire de la coopération et du contact permanent entre ces institutions et les gouvernements l'un des principaux canaux mis au service des droits de l'homme et de la défense de ces droits dans le cadre d'une synergie positive et d'un dialogue sincère.

Si le succès du processus de transition démocratique dans ce continent est d'abord et surtout une responsabilité qui incombe aux hommes politiques et aux peuples d'Afrique, la responsabilité de la communauté internationale à ce niveau est tout aussi importante et historique. Cette communauté se trouve, en effet, investie du devoir de redoubler d'efforts pour mieux ancrer et renforcer cette transition démocratique, d'exclure toute tentation d'imposer des modèles stéréotypés et prêts à l'emploi, et de rechercher, plutôt, la manière la plus appropriée pour encourager les expériences spécifiques en laissant chaque peuple faire jaillir ses énergies créatrices et se frayer sa propre voie vers une transition démocratique correctement appréhendée.

La responsabilité du renforcement et de l'impulsion des droits de l'homme est une responsabilité collective, associant, à l'échelon mondial, les Etats et les organisations internationales et régionales, et, à l'échelon local, l'Etat, l'individu et les partenaires de la société civile, outre les organisations et institutions non gouvernementales. C'est pourquoi la coopération doit être la règle, et le respect du cadre légal régissant cette coopération constituer la démarche à suivre au double échelon local et international. Cela signifie que notre devoir commun est de soutenir ce cadre légal et ces institutions internationales, d'en renforcer la crédibilité et d'éviter qu'ils ne soient détournés à des fins autres que celles pour lesquels ils ont été conçus, ou monopolisés par un groupe au détriment des autres; il faut que ces organes restent un facteur de stimulation et d'incitation au progrès continu et qu'ils nous aident à faire aboutir nos expériences de transition démocratique pour parvenir à bon port et conjurer les risques de revers, lesquels risques se nourrissent de la situation économique de notre continent qui ploie sous le fardeau de la dette, de la pauvreté et de bien d'autres fléaux. Aussi, le parachèvement de l'édifice des droits de l'homme, dans ses dimensions politique et civile d'un côté, et dans ses dimensions socio-économique et culturelle de l'autre, apparaît-il comme une tâche ardue, complexe et de longue haleine. D'où le rôle de la solidarité internationale dans le domaine des droits de l'homme et de la coopération qui doit être concrétisée et consacrée au niveau des relations Nord-Sud.

Tout en appréciant à sa juste valeur la thèse qui entend faire du respect des droits de l'homme l'un des principaux critères à retenir dans les rapports inter-Etats, nous considérons qu'il serait réaliste de la part des tenants de cette théorie, et que c'est même leur responsabilité, de soutenir à leur tour nos pays encore en voie de développement, pour qu'ils puissent créer le climat approprié et les conditions nécessaires à l'enracinement de ces nobles valeurs.

Au nombre de ces conditions, la garantie du minimum vital pour les citoyens des pays en développement qui ont longtemps croupi sous le joug du colonialisme, relayé, après les indépendances, par des régimes politiques qui n'accordaient pas à la démocratie et aux droits de l'homme l'importance requise. Comment, en effet, un homme pourrait-il assimiler de tels concepts voire y souscrire, alors que, parfois, il ne peut satisfaire ses besoins les plus élémentaires en matière de nourriture, de santé et d'enseignement ?

C'est là justement que les pays avancés et les institutions internationales spécialisées pourraient jouer un rôle efficace, en aidant davantage les pays du tiers monde à surmonter leurs difficultés économiques, selon des schémas variés et multiples, dont notamment la question de la dette qui pèse sur ces Etats, entrave leur développement et, par voie de conséquence, altère le processus de renforcement de la démocratie et des droits de l'homme. Voilà pourquoi nous considérons que toute aide de la part de ces pays aux Etats du tiers monde, constitue, dans son essence, un appui à la démocratie et aux droits de l'homme en tant que cause universelle transcendant les frontières nationales et engageant l'humanité tout entière.

Les droits de l'homme constituent un tout indivisible, s'agissant aussi bien des droits de l'individu que de ceux du groupe, des droits à caractère politique ou civil que des droits économiques, sociaux et culturels. C'est la raison pour laquelle nous avons, depuis le changement du 7 novembre, proclamé qu'il ne pouvait y avoir de démocratie sans développement, ni de développement sans démocratie. Ce sont là deux corollaires indissociables, l'un ne pouvant passer avant l'autre. Ce credo, nous l'avons illustré à travers tout ce que nous avons réalisé, à travers toutes les mesures et décisions que nous avons prises. Nous avons associé toutes les énergies de notre société à cette oeuvre intégrée, privilégiant en cela la femme, sachant que les droits de l'homme ne sauraient atteindre la plénitude dans une société où la condition de la femme est en deçà de celle de l'homme. Il nous faut impérativement consolider les acquis de la femme et en faire jaillir les énergies latentes, faute de quoi nous perdrons le pari du changement effectif et intégral.

Nous n'avons pas, non plus, perdu de vue l'enfant, citoyen de demain. Nous en avons préservé et renforcé les droits. Nous avons créé les institutions et mis en place les mécanismes nécessaires pour consacrer ces droits et les matérialiser. Nous avons accordé tout l'intérêt requis à l'ensemble des catégories vulnérables de la société afin que nul ne soit exclu ou marginalisé, parce que convaincus que chaque membre de la société quel qu'il soit est, avant tout, un citoyen à part entière qui a des droits et des devoirs.

L'Afrique se trouve au seuil d'un nouvel avenir qui, nous l'espérons, répondra à nos ambitions au développement, à la démocratie et aux droits de l'homme. Or ces ambitions ne se réaliseront qu'au prix d'un effort quotidien, collectif et concerté, que par un travail de longue haleine, par l'adhésion réfléchie et consciente aux valeurs universelles des droits de l'homme, par l'enracinement dans notre propre authenticité, par un combat incessant pour effacer les séquelles de la ségrégation raciale, par l'instauration enfin de traditions de coexistence et de tolérance entre les nationalités, les confessions et les cultures les plus diverses, sur la base des constantes de la civilisation qui sont les nôtres, de la sagesse africaine si ancienne et de la somme des valeurs et des idéaux humanitaires.

Il n'y a pas de démocratie ni d'avenir pour les droits de l'homme, si on devait laisser le champ libre ou fermer les yeux sur le terrorisme, la violence et l'extrémisme religieux, ethnique ou culturel, qui se dissimulent sous le masque des droits de l'homme pour s'implanter et essaimer. Proposant à la société un projet des plus sectaires, ils refusent la différence et l'ouverture en arguant de la spécificité et de l'authenticité, retenant seulement ce qui leur convient à des fins politiques et par goût du pouvoir ou par pure volonté d'hégémonie et d'arbitraire, et rejetant ce qui ne leur convient pas afin de mieux escamoter les libertés fondamentales.

Les droits de l'homme sont des valeurs universelles qui ne souffrent ni sélectivité ni exclusive. La spécificité et l'authenticité ne jouent que dans la manière d'appréhender ces droits, de les matérialiser, d'en réaliser les objectifs et de les inscrire dans le réel.

De la même façon que nous refusons les modèles stéréotypés au nom de l'universalité, nous refusons que cette universalité soit occultée au nom de la spécificité.

En application du principe universaliste dans ce domaine précis et du devoir de coopération efficace pour faire aboutir les expériences de transition démocratique que connaissent les sociétés du tiers monde et, plus particulièrement, le continent africain, il appartient aux Etats et aux diverses organisations d'éviter toute sélectivité dans l'action qu'ils mènent en faveur des droits de l'homme et de se garder d'établir une quelconque distinction entre les droits politiques et civils d'une part, et les droits économiques et sociaux d'autre part. Il leur incombe également de contribuer à préserver les droits de l'homme de toute menace, notamment de la part des organisations extrémistes et des factions pratiquant la violence et le terrorisme et dont les instances internationales et humanitaires ont le devoir de ne pas fermer les yeux sur la véritable identité, de réviser leur attitude à leur égard et de prendre garde à ce que leurs nobles objectifs ne soient exploités à des fins pernicieuses.

L'éducation et la formation en matière de droits de l'homme figurent parmi les principaux garants de l'avenir et comptent parmi les meilleurs moyens d'en approfondir la conscience et de les intégrer dans le comportement quotidien du citoyen. Gouvernements, institutions, organisations internationales, organisations non gouvernementales, partenaires de la société civile, sont à cet égard investis d'un rôle capital. C'est sur la base de ces considérations que la Tunisie a accueilli sur son sol bon nombre de ces institutions et organisations, telles que la section régionale d'Amnesty International, l'Institut arabe des droits de l'homme, Greenpeace et autres.

Je suis heureux, en cette occasion, d'annoncer devant vous que la Tunisie est disposée à abriter le siège du Secrétariat international de la Commission africaine du droit et du développement, pour que le territoire de la Tunisie, patrie des droits de l'homme, soit le point de départ des activités et le foyer de rayonnement de cette Commission.

La Tunisie a toujours été à l'avant-garde dans le soutien, l'appui et la solidarité agissant avec les peuples en lutte pour l'émancipation et la liberté, parce qu'elle est fermement convaincue que les droits des peuples font partie intégrante des droits de l'homme. C'est ainsi qu'elle s'est tenue et se tient toujours aux côtés du peuple palestinien frère dans le combat qu'il mène pour le recouvrement de sa terre et de ses droits, comme dans le choix qu'il a fait pour la voie de la négociation et du dialogue afin de faire aboutir le processus de paix dans le cadre de la légalité internationale. La Tunisie a été également pionnière en se rangeant aux côtés du peuple d'Afrique du Sud dans sa lutte contre le régime de l'apartheid et le combat qu'il livre pour le démantèlement de ce système et l'élimination de ses séquelles, tout comme elle se solidarise avec l'ensemble des peuples africains dans leur lutte pour la dignité et la liberté.

Sur la base de notre attachement à la sauvegarde des droits de l'homme en tant que tout indivisible, indépendamment de la confession, de la nationalité, de l'identité ou de la culture, nous exprimons ici notre profonde consternation devant l'exode forcé et le génocide dont est victime le peuple de Bosnie-Herzégovine au mépris des valeurs et des principes humanitaires les plus élémentaires. La sympathie que nous éprouvons pour ce peuple et la préoccupation que nous partageons quant à son avenir procèdent de notre foi profonde que la consécration de la volonté des peuples et la préservation de leur identité culturelle et de leur libre arbitre constituent la plate-forme appropriée pour asseoir le processus des droits de l'homme sur une base saine, que ce soit en Palestine, en Afrique du Sud, en Bosnie-Herzégovine ou dans toute autre contrée de la planète.

Nous saluons votre initiative de tenir cette première Réunion régionale en prélude à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, et vous exprimons notre soutien et notre adhésion aux objectifs augustes que vous ambitionnez de réaliser. Nous saluons également la disposition permanente de l'Afrique à contribuer à enrichir le patrimoine mondial dans tous les domaines. Vous avez devant vous un ordre du jour aussi riche par les éléments qui le composent qu'important par les objectifs visés et qui, sans nul doute, consacreront le rôle de l'Afrique au sein de la communauté internationale et, plus particulièrement, dans le domaine des droits de l'homme. Notre continent pourra de la sorte apporter une contribution appréciable à l'impulsion des conventions, traités et autres dispositifs et mécanismes de l'ONU intéressant cet aspect de la question humanitaire, comme dans l'exercice par tous les peuples, collectivités et individus de leurs droits, la sauvegarde de leur dignité et l'accomplissement de leurs devoirs les uns vis-à-vis des autres, dans le respect mutuel, la tolérance et la coopération, et de manière à faire régner la justice, la sécurité et la stabilité et à garantir à tous progrès et vie décente.

Que Dieu vous accorde le succès dans vos travaux pour le plus grand bien de notre continent et de l'humanité tout entière.
